

Sciences, expériences et territoires

La connaissance en question

À l'occasion de son 10e anniversaire, le Creseb a organisé une matinée d'échange autour de la nature et des enjeux du transfert de connaissance, illustrée par la question de la ressource en eau. Le groupement d'intérêt scientifique a ainsi pu revenir sur 10 ans de partage et de co-construction dans le domaine de l'eau avec ses partenaires scientifiques, techniques et institutionnels.



Les échanges du 2 décembre 2021 à Baud ont montré que le Creseb, en s'appuyant sur une décennie d'expériences, réussit à créer et à partager des connaissances, aux différentes échelles du territoire breton. En réunissant tous les acteurs, institutionnels, techniciens, élus et chercheurs, le groupement d'intérêt scientifique (GIS) a instauré un dialogue efficace entre la science et la société.

Carole Le Béhec, présidente de la commission Climat, transition et biodiversité au Conseil régional, a rappelé que le Creseb est soutenu depuis sa création par la Région, « très attachée à la transversalité, à la coopération et à la concertation des acteurs ». La conseillère régionale s'est félicitée de la productivité

du Creseb sur différentes thématiques, notamment ces dernières années sur le dossier des algues vertes, sur les pesticides et désormais sur la gestion quantitative des ressources en eau. Elle salue l'engagement des scientifiques et de tous les acteurs au sein du Creseb, « qui a toute sa pertinence aujourd'hui ».

Le Creseb, une structure légitime et reconnue

Après un rappel par Romain Pansard, coordinateur du Creseb, de l'origine du Creseb, de son fonctionnement, de ses missions et ses méthodologies de travail, ainsi que des thématiques développées depuis dix ans, Hugo Le Bail, étudiant à l'Université de Rennes 2, a présenté les résultats de l'étude menée en 2021

sur *La question du partage de connaissances pour contribuer à l'efficacité de la gestion intégrée de l'eau en Bretagne*, et sur la place du Creseb.

Parmi les conclusions, le Creseb est considéré comme une structure tierce légitime et reconnue dans son rôle d'intermédiaire du partage de connaissances, avec des actions et méthodes de travail appréciées, mais des retombées trop peu visibles. Les pistes d'amélioration envisagées : optimiser et développer les temps d'échanges, travailler à une meilleure valorisation des travaux et réflexions pour les acteurs de la gestion de l'eau, adapter les méthodes d'animation pour dynamiser les échanges et la communication pour mieux toucher les acteurs opérationnels et les élus locaux.

Le transfert de connaissances en action

La question centrale du transfert de connaissances s'inscrit désormais dès la construction d'un projet et à chacune de ses étapes. Mais comment améliorer ce processus ? Après un retour sur les dix années d'activité du Creseb, les membres et partenaires du GIS ont échangé sur des solutions pour renforcer le transfert de connaissances entre tous les acteurs.

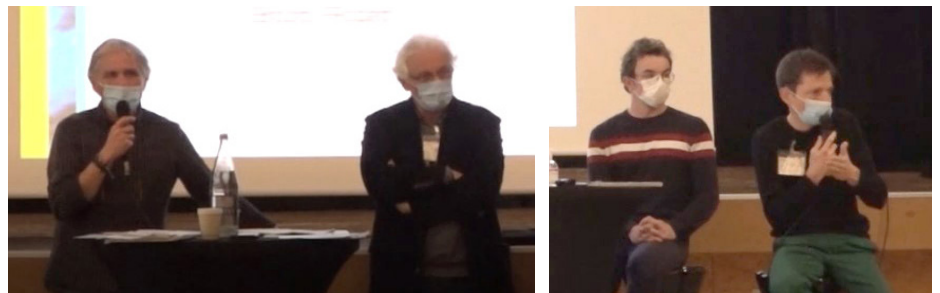
L'échange s'est amorcé avec l'intervention de Timothée Besse, chef de projet Eau à l'Observatoire de l'environnement en Bretagne (OEB), qui interroge sur la prise en compte du partage et du transfert de connaissance dès le lancement d'un projet de recherche. Luc Aquilina, professeur à l'Université de Rennes 1, répond que « le travail de co-construction, de discussion avec les acteurs, élus et membres d'associations, grâce au Creseb depuis dix ans, transforme aujourd'hui notre manière d'enseigner et notre métier de chercheur. C'est une grande réussite pour nous. Sur des questions environnementales, ou de santé, nous ne pouvons plus imaginer aujourd'hui former des cadres ayant une vision basée uniquement sur des solutions expertes ».

Servir au plus grand nombre

Luc Aquilina souligne que « les questions qui montent de la base peuvent apparaître



Luc Aquilina, professeur à l'Université Rennes 1.



Une cinquantaine de partenaires réunis pour échanger sur la nature et les enjeux du partage de connaissance. (En bas, de g. à d. : Gérard Gruau, Directeur de recherche au CNRS, Université Rennes 1 - OSUR, et Michel Demolder - Président de la CLE du SAGE Vilaine (co-présidents du Creseb), Hugo Le Bail - Université Rennes 2, et Romain Pansard - coordinateur du Creseb.

simple, mais elles génèrent de vraies questions de recherche, extrêmement intéressantes » ! Les savoirs créés « se transforment ensuite en fonction des connaissances de terrain et de leurs interactions. C'est très enrichissant pour nous ». Mélanie Bardeau, directrice du BRGM Bretagne, explique que son institution anticipe pour chaque projet la communication grand public et la vulgarisation. Cette valorisation s'appuie sur les plates-formes du BRGM, des réunions publiques ou d'autres canaux, dont l'OEB. « Nos travaux servent au plus grand nombre, c'est l'enjeu absolu ».

« La co-construction va se renforcer dans la recherche, confirme Cédric Bacher, responsable de l'unité de recherche Dyneco à l'Ifremer. Elle s'appuie sur des outils de co-construction et sur des instances comme le Creseb, ou encore les zones ateliers, dont les projets sont liés à des enjeux territoriaux. Le GIP Seine Aval, où l'Ifremer est impliqué, permet par exemple de construire la recherche, en relation avec les acteurs et les gestionnaires ». La participation

de ces acteurs au projet garantit que les résultats répondent bien, ou en partie, aux questions opérationnelles qu'ils se posent. Autre avantage, ces derniers participent à la communication autour des projets scientifiques.

Rester à l'écoute des besoins

À la question de Cédric Bacher de savoir comment être à l'écoute des questions posées dans le cadre du Creseb, « pour avoir accès à des questionnements et agir efficacement », Romain Pansard répond que « les groupes de travail thématiques du Creseb sont les lieux par excellence où scientifiques et gestionnaires co-construisent les questions ». Les questions qui montent actuellement sur la salinisation des milieux, les submersions marines ou encore la qualité des estuaires font partie des thématiques où l'expertise de l'Ifremer est ainsi importante.

Ronan Le Délézir, président de la CLE du SAGE Golfe du Morbihan et de la Ria d'Étel, prend l'exemple d'un enjeu territorial concret : les algues vertes sur

Ronan Le Délézir,
président de la
CLE du Golfe du
Morbihan et de
la Ria d'Étel.



vasières. « Chaque année, les populations et les associations nous sollicitent. Elles veulent en savoir plus sur ce problème. Nos animateurs de bassins versants et les chargés de mission de la CLE n'ont pas toutes les connaissances. C'est peut-être le rôle du Creseb d'être partie prenante. Les élus locaux ne connaissent pas votre instance. Le coordinateur du Creseb pourrait venir dans une CLE pour présenter ce que vous faites, ce serait passionnant ». Les questions environnementales ne se résumant pas à leurs dimensions techniques, Ronan Le Délézir souligne l'intérêt de l'apport des sciences sociales, pour mieux comprendre et résoudre les problèmes d'appropriation sociale des enjeux. « Le tour de Bretagne des CLE serait pertinent », acquiesce Gérard Gruau, Directeur de Recherche au CNRS et co-Président du Creseb.

Concernant la place des élus, Annie Bras-Denis, maire de Plouaret, vice-présidente environnement de Lannion-Trégor communauté et présidente de la CLE du SAGE Baie de Lannion estime que « par rapport à la recherche, nous sommes dans une posture d'humilité voire de discrétion, et l'on peut avoir peur de dire des bêtises ». Le Creseb intervient sur ce SAGE autour de la question cruciale des algues vertes, et différents travaux scientifiques ont eu lieu sur le bassin

Cédric Bacher,
responsable
de l'Unité de
Recherche
'Dynamiques des
Ecosystèmes
Côtiers' à
l'Ifremer.



L'enjeu du transfert de connaissance

Les connaissances produites par les chercheurs, puis validées par la communauté scientifique, enrichissent le savoir collectif. Elles sont essentielles pour gérer l'eau et anticiper les défis à venir. D'autres connaissances, basées sur les pratiques de terrain des professionnels et sur leurs observations, sont également indispensables pour la politique de l'eau et la gestion de la ressource. Comment enrichir, partager et utiliser ces connaissances multi-sourcées pour aider à trouver des solutions opérationnelles aux questions locales sur l'eau ?

La notion de partage de connaissance, présentée par Hugo Le Bail dans son étude appliquée au Creseb, répond à cette question. Ce « partage » peut être facilité via une personne ou une structure intermédiaire, appelée le courtier de connaissances (en référence au médiateur entre vendeur et acheteur). Le Creseb est une structure tierce, légitime et reconnue dans ce rôle d'interface. Le partage des connaissances repose sur deux composantes (ou stratégies) : leur diffusion et leur appropriation (cf. schéma ci-dessous). La première nécessite au préalable l'adaptation des connaissances produites pour faciliter leur accessibilité. La seconde se distingue par une étape d'adoption, c'est-à-dire de compréhension et de prise en main des connaissances diffusées pour être mises à profit dans les actions et prises de décision.

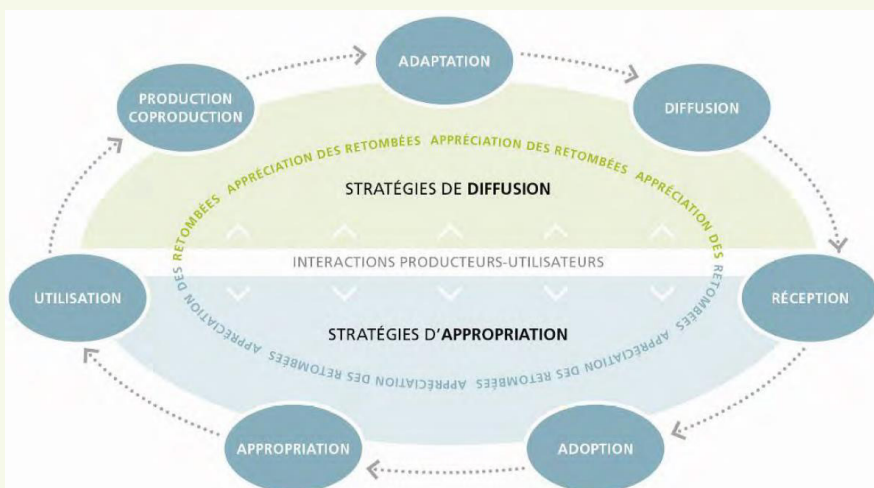


Schéma des différentes étapes du processus de transfert de connaissance. Animer un processus de transfert des connaissances. Bilan des connaissances et outils d'animation, Institut national de santé publique du Québec, 2009.

Selon l'intervenante Aurélie Hot, chercheuse dans l'équipe Renard à l'Université de Montréal, si le transfert de connaissances est ancestral, le courtage de connaissances, autrement dit « la science d'utiliser les résultats de la science » est plus récent. Cette activité, aujourd'hui commune au Québec, se développe en France et le Creseb est un bel exemple de courtage de connaissances. Il permet en effet aux différents acteurs de sortir de l'entre soi, pour avoir une vision partagée des défis à relever... et des savoirs et méthodes pour y parvenir. Les mises en réseau et les journées d'échange, comme celle du 2 décembre à Baud, contribuent à améliorer ce partage de connaissance autour de l'eau en Bretagne. Si le rôle et la méthodologie du Creseb sont plébiscités, certains acteurs et territoires sont encore sous-représentés et les retombées des collaborations ne sont aussi pas toujours visibles et évaluées. Le Creseb souhaite poursuivre ses travaux guidés par une logique de diffusion mais mettre en œuvre de façon plus marquée le volet appropriation.



Annie Bras-Denis, maire de Plouaret, vp environnement de Lannion-Trégor communauté et présidente de la CLE du SAGE Baie de Lannion.

versant du Léguer. « L'intérêt des élus est élevé pour ces questions, souligne Annie Bras-Denis, mais la charge de travail d'un élu étant lourde, nous nous appuyons sur nos coordinateurs de SAGE et de bassins versants pour agir et porter les dossiers ».

Une appropriation par tous

« Ne soyez pas dans une posture d'humilité, car aucune question n'est stupide », répond Patrick Durand, directeur de recherche à l'Inrae et co-président du comité scientifique et technique du Creseb. Il est important de solliciter les scientifiques par des interrogations : la démarche d'appropriation est en effet dans les deux sens. Après les restitutions des projets et leur diffusion grâce au Creseb, Patrick Durand se réjouit d'avoir souvent « des retours des acteurs de terrain, directement ou via le Creseb. Ils nous demandent comment utiliser les connaissances acquises lors des projets, c'est une vraie appropriation ».



Patrick Durand, directeur de recherche à l'Inrae et co-président du CST du Creseb.

« Nous sommes des élus et l'on nous considère comme des spécialistes de l'eau. Mais nous avons besoin d'accéder à une connaissance interactive, explique Michel Demolder, maire de Pont-Péan, président de la CLE du SAGE Vilaine et

co-président du Creseb. Notre demande n'est pas d'avoir un scientifique dédié, vers lequel le préfet se tourne pour avoir son avis. Nous avons besoin d'un vrai travail collectif de co-construction ! Le Creseb est primordial en Bretagne pour le transfert scientifique et l'appropriation collective des connaissances. En outre, nous avons des dépenses importantes pour les études dans les bassins versants, mais pas de budget recherche & développement ».

À l'Observatoire de l'environnement en Bretagne, la question de l'utilisation des productions dans les territoires est centrale. Pour y répondre, Ronan Lucas, directeur de l'OEB, explique que depuis 2021 la gouvernance du GIP s'est ouverte aux collectivités. « Avec quinze collectivités adhérentes, le pilotage de notre structure est différent. Une distinction est établie entre les projets d'intérêt régionaux et locaux. Les collectivités se sentent impliquées dans le projet et le

« Nous sommes des élus et l'on nous considère comme des spécialistes de l'eau. Mais nous avons besoin d'accéder à une connaissance interactive ».

financement ». Ronan Lucas confirme que « les territoires n'attendent pas seulement une livraison de données, mais un accompagnement et un appui technique. C'est une question de temps, de moyens... et on arrive ici dans le domaine du marché public. C'est le rôle des bureaux d'études de proposer des actions à mener, dans un territoire, en s'appuyant sur les données acquises ».

Le rôle des acteurs associatifs

« Le Creseb est très important pour les associations environnementales et tous les acteurs de l'eau, précise Jean-Pierre Bageot, représentant de l'association Eau et Rivières de Bretagne lors de cet échange. L'expertise est primordiale, pour nos jugements et plaidoyers, mais aussi pour nos discussions avec les institutions ». Après avoir rappelé que les bénévoles des associations « ont des



Ronan Lucas, directeur de l'Observatoire de l'environnement en Bretagne.

capacités d'expertise liées à l'expérience » et qu'ils participent à de nombreuses organisations décisionnaires, Jean-Pierre Bageot pose la question du rôle des acteurs associatifs dans l'appropriation et la diffusion des connaissances, dans une collaboration souhaitée avec les scientifiques. Il regrette par ailleurs que « la parole scientifique ne soit pas suffisamment prise en compte ».

« La place des associations dans le processus d'acquisition des connaissances est fondamentale, répond Gérard Gruau. Il y a des productions de connaissances bien au-delà de la sphère scientifique », souligne-t-il en se référant aux Assises du tiers secteur de la recherche, auxquelles le Creseb a participé fin 2020 à Rennes. « Les relations vont se structurer entre les acteurs non académiques de la production de la connaissance, des milieux associatifs aux collectivités, et le milieu académique, l'enseignement supérieur et la recherche, analyse Romain Pansard, qui note qu'un réseau se crée dans le grand Ouest. Nous échangeons sur ces travaux avec les milieux associatifs, très pertinents dans leurs domaines d'expertise sur les territoires. Le Creseb a un rôle d'intermédiation entre le milieu académique et le tiers secteur de la recherche, c'est une piste de développement », conclut le coordinateur du Creseb.



Jean-Pierre Bageot, administrateur de l'association Eau et Rivières de Bretagne.

Regards croisés d'acteurs autour de la gestion quantitative



Dans le contexte d'incertitude lié au changement climatique, relever les enjeux quantitatifs de l'eau est un exemple de défi collectif. De nouvelles questions se posent : sécurité sanitaire, solidarité, équilibre économique et aménagement harmonieux du territoire. Les invités de la table ronde ont montré que l'écosystème du partage de connaissance sur l'eau en Bretagne, autour du Creseb, est très opérationnel.

« La question du manque d'eau est un sujet à très fort enjeu en vallée de la Rance ». La table ronde consacrée à la gestion quantitative a débuté par le témoignage audio de Bruno Ricard. Le maire de Lanvallay, vice-président de Dinan agglomération pour les questions de l'eau et de l'assainissement, est président de la CLE du SAGE Rance Frémur Baie de Beausais. « *Trouvons des solutions pour l'avenir ! Durant les années sèches sur certaines parties du territoire, nous sommes déjà en difficulté pour la ressource en eau* ».

L'importance grandissante de la gestion quantitative de l'eau est confirmée par

Les participants à la table ronde ont partagé leurs expériences et leurs ressentis de scientifiques, acteurs opérationnels ou élus quant à l'intérêt de la co-construction et du partage de connaissances pour affronter une problématique aussi complexe et transversale que la gestion quantitative de l'eau. (de g. à d. : Nicolas Guillas (journaliste), Enora Keromnès (CRB), Mélanie Bardeau (BRGM), Lucie Chauvin (Sage Baie de Lannion) et Nadia Dupont (Univ. Rennes 2)).

Enora Keromnès, chargée des politiques territoriales de l'eau à la Région Bretagne. « *Pour de nombreux acteurs, la préoccupation cruciale est le manque d'eau demain et la juste répartition entre les usages, observe-t-elle. Dans le SDAGE, certaines zones sont classées 7B3. Cela signifie qu'il faut prévenir le déficit. Mais la Bretagne n'est pas encore sensible à ce manque d'eau* ».

Un groupe régional d'appui

Les nouvelles études H.M.U.C. (Hydrologie, Milieux, Usages, Climat), sont très pertinentes selon Bruno Ricard car elles abordent tous les enjeux « *d'évolution climatique, de préservation des milieux et des usages de l'eau* ». À l'échelle des SAGE bretons, quatre études H.M.U.C. sont en cours. « *Ces études livrent des éléments d'aide à la décision en connaissant mieux la ressource, les usages effectifs et les besoins pour les milieux, dans le contexte du changement climatique*, résume Enora Keromnès, en charge de leur coordination à la Région Bretagne. *Mais ces études sont très complexes et demandent l'intervention de nombreux experts* ».

C'est pourquoi un groupe régional d'appui, animé par la Région Bretagne verra le jour cette année : en échangeant avec les structures porteuses des études H.M.U.C., les acteurs institutionnels, le Creseb et les scientifiques apporteront des réponses régulières et adaptées aux besoins.

Associer tous les acteurs du territoire

La première étude H.M.U.C. en Bretagne est conduite sur le bassin versant de la Rance. La structure porteuse du SAGE en est le maître d'ouvrage. « *La question clef pour nous est celle des débits écologiques*, poursuit Bruno Ricard. *C'est une notion complexe et un challenge, car nous n'avons pas de station hydrométrique sur la Rance aval. Nous travaillons à partir de modèles et des stations en amont* ». Pour les aspects méthodologiques, le président de la CLE a besoin des scientifiques « *et d'une recherche apte à éclairer les décisions* », plus que d'une connaissance extrêmement précise des bilans hydrologiques... « *La question de l'éva-*

poration et de l'évapotranspiration sera un sujet de dialogue intéressant avec le monde de la recherche », note le maire de Lanvallay, qui souligne par ailleurs l'importance de sensibiliser tous les acteurs du territoire, élus, agents du tourisme et de l'économie. Il imagine des rencontres avec les urbanistes, ciblées sur les zones d'activités économiques, « qui sont des gisements importants pour économiser ou recycler l'eau ».

Scientifiques et acteurs de l'eau : interaction et co-construction

En 2011, le bassin versant du Léguer a connu une sécheresse. Dans le cours d'eau, le débit réservé pour le bon fonctionnement des milieux n'a pas pu être respecté. Lucie Chauvin, coordinatrice du SAGE Baie de Lannion, illustre la problématique de la gestion quantitative à partir de cet exemple. En s'appuyant sur le Creseb et sur des scientifiques, les membres de la CLE ont ensuite mieux appréhendé la question du manque d'eau, « pour inscrire dans la stratégie une étude bilan, besoins, ressources ». Le Creseb a organisé une première formation pour le SAGE Baie de Lannion en 2013. Approuvé en 2018, le SAGE a ensuite bénéficié de l'appui du centre de ressources pour le cahier des charges de plusieurs études, dont l'étude H.M.U.C. qui démarre. « Le lien entre le Creseb, les scientifiques et les acteurs de l'eau est très important, souligne Lucie Chauvin. Car nous devons délivrer les bons messages et veiller à ce que les bureaux d'études réalisent des analyses pertinentes ».

Ce lien s'appuie désormais sur une décennie d'expérience. Apportant un éclairage historique sur cette synergie réussie, Nadia Dupont, maîtresse de conférences en géographie à l'Université Rennes 2 et co-présidente du comité scientifique et technique du Creseb, cite l'étude *Débit minimum biologique et Gestion quantitative de la ressource en eau* menée en 2015, « emblématique du transfert et de co-construction de connaissance, à partir de

Traiter l'eau dans toutes ses dimensions

Dans le cadre des 10 ans du Creseb, le Comité scientifique et technique (CST) du GIS s'est réuni fin 2021. Scientifiques, acteurs de terrain et institutionnels ont fait le point sur les études réalisées, afin de se projeter vers l'avenir. Résultat du brainstorming : les visions sont convergentes ! « C'était une demi-journée intense, une démarche très enrichissante avec de nombreuses idées co-construites pour l'avenir », s'enthousiasme Nadia Dupont, co-présidente du CST, présente à la table ronde. « Il nous a été demandé de ne pas traiter la question de la gestion quantitative de l'eau de manière isolée, note-t-elle. Car les acteurs de terrain doivent traiter TOUTES les questions de l'eau. Veillons à ce que des politiques conduites sur une question, par exemple la quantité d'eau, ne contrecarrent pas les actions qualitatives. C'est un questionnement, qui n'est pas simple, à la communauté scientifique ». Lors de cette réunion du CST, beaucoup de questions ont concerné les effets du changement climatique sur les ressources en eau en Bretagne (aspect quantitatif et transfert des polluants). Pour anticiper les risques de pénurie, des outils d'appréciation des enjeux sont nécessaires, comme l'a aussi précisé Gérard Gruau. La question du contrôle sanitaire des molécules issues de la dégradation de pesticides a été soulignée, ainsi que la nécessité d'une approche intégrée de tous les enjeux de la qualité de l'eau (nitrate, phosphate, pesticides). Ces sujets sont désormais intégrés à la feuille de route du Creseb.

questions concrètes des gestionnaires sur le terrain ». Cette étude avait réuni de nombreux chercheurs, dont des géographes, et s'était concrétisée par la réalisation d'un guide méthodologique de référence.

Mieux connaître pour mieux agir

La communauté scientifique était également représentée à la table ronde par Mélanie Bardeau, directrice régionale Bretagne du BRGM et membre du bureau du Creseb. L'hydrogéologue rappelle que les recherches dans les universités, au BRGM et dans les bureaux d'étude montrent « l'interaction très importante en Bretagne entre les eaux de surface et les eaux souterraines ». Cela signifie qu'il faut « mieux connaître le sous-sol pour comprendre où se trouve la ressource ». Parmi les recherches en cours, une thèse co-encadrée depuis deux ans avec l'OSUR a pour objectif « d'étudier l'impact du changement climatique sur l'évolution des ressources en eau », grâce à la modélisation et en s'appuyant sur des territoires bretons. Mais cette approche prospective reste complexe, note Mélanie Bardeau, car « les climatologues expliquent que l'aspect

'pluviométrie' est LE facteur d'incertitude des modélisations du climat ». Et l'on ne sait pas encore quelle pluie tombera en Bretagne en 2050.

Le projet *De l'eau pour demain*, initié en 2021 sous l'impulsion des trois syndicats d'eau départementaux de Bretagne, du Conseil départemental du Finistère et du BRGM « est un bel exemple de co-construction avec les territoires », poursuit Mélanie Bardeau. L'un des volets est axé sur les consommations d'eau. Grâce aux relevés et au traitement des données brutes par le BRGM, l'objectif est de comprendre les usages cachés derrière les chiffres. Le volet rétrospectif, également basé sur le big data, analyse comment les syndicats d'eau ont surmonté des épisodes de sécheresse. Les résultats de ce projet de recherche sont très attendus par les acteurs locaux, comme le confirme Lucie Chauvin. La coordinatrice du SAGE Baie de Lannion mentionne un autre exemple de transfert de connaissance réussi : les webinaires sur les études H.M.U.C, organisés en 2021 par la Région, l'Agence de l'eau, l'OFB, la Dreal et le Creseb. Ces ressources très riches restent disponibles pour tous les acteurs de l'eau sur le site Internet du Creseb.

Une convention renouvelée

Le conseil de groupement s'est tenu l'après-midi du 2 décembre. L'occasion pour la cellule d'animation de présenter le bilan des 3 dernières années de fonctionnement du GIS (2019-2021), ainsi que les perspectives et grandes orientations de la programmation 2022-2024. Le GIS a également été renouvelé pour la période 2022-2027, et les membres du bureau élus pour cette nouvelle mandature.

Les 10 ans du Creseb ont été l'occasion de porter un regard critique sur le fonctionnement du GIS, ses modalités d'actions, et de dresser des perspectives pour la période 2022-2024. L'occasion aussi de réaffirmer que le Creseb est une structure assurant un rôle d'interface entre acteurs scientifiques et gestionnaires dans le domaine du grand cycle l'eau, et déployant des modalités d'actions spécifiques et originales à l'échelle régionale.

Un programme déployé autour de 4 axes

Pour mettre en œuvre cette mission sur la période 2022-2024, le Creseb entend s'appuyer sur les quatre axes suivants :

La stratégie de partage de connaissances du Creseb consiste à améliorer l'articulation entre diffusion et appropriation des connaissances. Ces deux volets apparaissent en effet comme complémentaires dans un processus de partage de connaissance.

Les orientations thématiques sont priorisées sur i) les ressources en eau et le changement climatique ; ii) l'appui scientifique au plan de lutte contre la prolifération des algues vertes ; iii) les pesticides. Les autres thématiques se rapportant à la gestion intégrée du grand cycle de l'eau continuent d'être abordées, mais les moyens d'animation n'y sont pas affectés de manière prioritaire.



Un ajustement des modalités d'action, visant à optimiser les temps d'échanges proposés par le Creseb, se (re)connecter aux territoires à travers une présentation claire de l'offre de service et la production de supports de partage de connaissances adaptés à ce public, un appui renforcé sur les groupes de travail thématiques et une adaptation des méthodes d'animation aux nouveaux formats (webinaires notamment). Enfin, la programmation 2022-2024 prévoit le développement d'une **stratégie de communication** renforcée, ayant pour objectifs d'améliorer la visibilité du Creseb et de ses travaux, de valoriser les travaux des partenaires, et de réaffirmer le rôle de centre de ressources.

Un renouvellement pour 6 ans

La convention du GIS est renouvelée par voie d'avenant portant sur les points suivants :

- Renouveler le GIS Creseb pour la période 2022-2027 ;
- Mettre à jour les dénominations des membres et partenaires du GIS ;
- Officialiser la possibilité d'une co-présidence du comité scientifique et technique ;
- Intégrer les EPCI et les syndicats mixtes ayant validé leur adhésion au GIS au sein de leurs instances.

Le Bureau du Creseb

Les membres du Bureau ont également été élus pour cette nouvelle mandature.

Co-présidents : Michel Demolder, Président de la CLE du SAGE Vilaine, et Gérard Gruau, Directeur de recherche au CNRS, Université Rennes1 - OSUR

Collège des acteurs de la gestion intégrée de l'eau par bassin versant :

- Annie Bras-Denis, Présidente de la CLE du SAGE Baie de Lannion ;
- Michel Demolder, Président de la CLE du SAGE Vilaine ;
- Ronan Le Delezir, Président de la CLE du SAGE Golfe du Morbihan et de la Ria d'Étel ;
- Bruno Ricard, Président de la CLE du SAGE Rance Frémur Baie de Beausais.

Collège des acteurs scientifiques :

- Mélanie Bardeau, Directrice régionale Bretagne du BRGM ;
- Patrick Durand, Directeur de recherche à INRAE ;
- Gérard Gruau, Directeur de recherche au CNRS, Université Rennes1 - OSUR ;
- Pauline Rousseau-Gueutin, enseignante-chercheuse à l'EHESP ;

Présidente du comité scientifique et technique : Nadia Dupont, Maître de conférences à l'Université de Rennes 2.

En savoir plus

Synthèse de connaissances, restitution de journées d'échanges, état d'avancement de projets scientifiques, ressources documentaires, veille scientifique et technique...

Retrouvez toutes les informations relatives aux travaux et missions du Creseb sur le site internet

WWW.CRESEB.FR



QUOI DE NEUF ?

Abonnez-vous à notre Newsletter afin de rester informé sur l'avancée des travaux du Creseb et sur les parutions et actualités dans le domaine de l'eau.

RESTEZ CONNECTÉ

 twitter.com/Creseb_Bretagne

 Creseb Vidéothèque



283 avenue du Général-Patton
CS 21101 - 35711 RENNES Cedex 7

Cellule d'animation du Creseb

Courriel : creseb@bretagne.bzh - Tél. : 02.99.27.11.62

Romain PANSARD
Coordinateur

Elodie BARDON
Chargée du transfert scientifique

Régine PELLAN
Assistante

Josette LAUNAY
Chargée du transfert scientifique

Responsables de publication :

Gérard Gruau et Michel Demolder,
co-présidents du Creseb

Rédaction : Nicolas Guillas, journaliste
indépendant ; Cellule d'animation du Creseb

Maquette / Photos : Creseb, AdobeStock

Ce bulletin est réalisé grâce au concours
financier de la Région Bretagne